



## Arrêté de la Maire Présidente du Conseil d'Administration

Publié le : 01/09/2023

FIN.23.05.A22

### OBJET : Régie de recettes n° 429 - Direction de l'Autonomie – Résidence Autonomie « Les Cèdres » - Abrogation de l'arrêté n° 2021-16 - Création de la régie

La Maire de la Ville de Besançon, Présidente du Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale,

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 septembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code général des collectivités territoriales relatifs aux régies de recettes, d'avances, de recettes et d'avances des collectivités locales et de leurs établissements publics, à l'exclusion des établissements publics locaux d'enseignement,

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,

Vu l'instruction codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités locales et de leurs établissements publics,

Vu la délibération du Conseil d'Administration du 2 septembre 2020 portant délégation du Conseil d'Administration à la Vice-présidente

Vu l'arrêté n° 2020-11 du 7 septembre 2020 portant délégation de signature à Monsieur le Directeur Général du CCAS,

Vu la délibération du Conseil d'Administration du 16 octobre 2019 portant sur l'évolution des modalités d'indemnisation des régisseurs et des mandataires suppléants,

Vu la délibération du 22 septembre 2004 instituant une régie de recettes dans chacune des Résidences Autonomie,

Vu l'arrêté n° 2021-16 du 28 juillet 2021 instituant une régie de recettes à la Résidence Autonomie « Les Cèdres »,

Considérant qu'il convient de mettre à jour l'arrêté constitutif de la régie afin de le conformer au décret n° 2022-1605 du 22 décembre 2022,

Vu l'avis conforme du Trésorier Principal du Service de Gestion Comptable de Besançon, comptable public assignataire, en date du 7 août 2023.

### ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>** : A compter du 1<sup>er</sup> septembre 2023, les dispositions de l'arrêté n° 2021-16 sont abrogées.

**Article 2** : A compter du 1<sup>er</sup> septembre 2023, il est institué auprès du Centre Communal d'Action Sociale, une régie de recettes à la Direction de l'Autonomie – Résidence Autonomie « Les Cèdres ».

**Article 3** : Cette régie est installée au 2 rue Képler à Besançon (25000).

**Article 4** : La régie fonctionne du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 18h.



**Article 5 :** La régie de recettes encaisse les produits suivants :

- cautions relatives à la location des appartements de la Résidence Autonomie « Les Cèdres »,
- dépenses énergétiques incluses dans la redevance.

**Article 6 :** Les recettes mentionnées à l'article 5 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- chèques,
- chèques énergie en règlement de la part concernant les dépenses énergie (listées à l'article R124-4 du code de l'énergie) de la Résidence Autonomie.

Les recettes sont perçues contre remise à l'usager d'une souche P1RZ.

**Article 7 :** Le montant de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver en cumul chèques et chèques énergie est fixé à 1 200 €.

**Article 8 :** Le régisseur est tenu de remettre ses chèques et chèques énergie à la Trésorerie du Grand Besançon, 16 place René Cassin 25000 Besançon au minimum une fois par mois.

Il dépose également les recettes perçues lors de sa sortie de fonction ou de son remplacement par le suppléant.

Le régisseur verse auprès du Trésorier Principal du Grand Besançon la totalité des justificatifs des opérations de recettes au moins une fois par mois.

**Article 9 :** L'intervention d'un mandataire suppléant a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination.

**Article 10 :** Le régisseur et les mandataires suppléants percevront une indemnité de maniement des fonds dont le taux est précisé dans leur acte de nomination, selon la réglementation en vigueur.

**Article 11 :** Les mandataires ne percevront pas de complément indemnitaire.

**Article 12 :** Tout recours contentieux contre le présent arrêté peut être formé auprès du Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois suivant la publicité de l'acte.

**Article 13 :** Le Directeur Général du CCAS est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- publié au registre des arrêtés et sur le site internet de la Ville,
- adressé en Préfecture et au Trésorier Principal du Grand Besançon, comptable du Centre Communal d'Action Sociale.

Besançon, le 09 AOUT 2023

Le Directeur Général,  
Par délégation,

  
Alban SOUCARROS

